
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. XCII.

Du Lundi 28 Septembre 1789.

Séance du Vendredi soir.

LES actes patriotiques éclatent de toutes parts; & chaque citoyen, à sa manière, offre de contribuer au bien public. Le sieur Mongaut, maître de pension, supplie l'Assemblée d'agréer l'offre qu'il fait d'enseigner gratuitement à lire & à écrire à trente-deux enfans d'ouvriers à Versailles.

M. Coullard, procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Soissons, renonce au remboursement effectif de la finance de son office jusqu'à ce que la balance, entre la recette & la dépense, soit rétablie dans l'administration.

M. Chevrier, chef du bureau de la chambre des comptes, fait hommage à la patrie du centième denier de ses appointemens pendant dix années.

Les arts tributaires du génie ne le font pas moins de l'administration. Ils ne se contentent pas de retracer les belles actions inspirées par le patriotisme, il y contri-

Tome III.

M

buent encore. Le ciseau célèbre de M. Pajou, la presse nationale de M. Baudoin, & les travaux réunis des artistes typographiques de la capitale, viennent de concourir aux offrandes portées à la patrie. M. Pajon a donné trois pour cent du prix de tous les chefs-d'œuvres dont il a embelli Versailles, Bellevue, &c. & M. Beaudouin, un mandat de trois mille livres, & le cinquantième de son bien; les artistes typographiques de Paris, mille vingt-deux livres.

De ces traits qui élèvent l'ame, il en coûte de descendre aux loix qui l'affligent. Pourquoi faut-il mêler sans cesse aux élans du patriotisme la réclamation du fisc? Par quelle fatalité les bienfaits des citoyens généreux ne peuvent-ils nous arracher aux spéculations des financiers avarés? Mais il faut de l'argent, dit-on, & beaucoup; c'est le sang du corps politique, dont la secousse qu'il vient d'éprouver a arrêté depuis quelques mois la circulation. C'est pour la rétablir que l'assemblée nationale s'occupoit, depuis plusieurs jours, d'un décret sur les impositions courantes & sur celles de l'année prochaine; décret qui, quoique provisoire jusqu'en 1771, n'en est pas moins une des bases de la prospérité pulique, en ce qu'il consacre à jamais l'égalité des terres & l'égalité des citoyens dans la contribution aux charges de l'état & la transcription de leur nom dans les mêmes rôles ou registres.

M. Anson, que l'assemblée avoit chargé de rédiger un nouveau projet de décret, en avoit fait lecture.

Il avoit été décidé le jeudi matin que la contribution des privilèges tourneroit à la décharge des anciens contribuables.

On a dans la séance du soir, discuté les différens articles du décret. M. Anson a fait sentir de nouveau combien il étoit intéressant d'assurer le recouvrement des impositions arriérées, & la confection du rôle de 1790, pour rétablir le crédit & la confiance.

Il a développé des idées générales sur la répartition ; mais en observant qu'il étoit dangereux de se déterminer trop précipitamment sur des changemens dans la nature & la forme des contributions.

Il a démontré qu'il falloit se donner toute l'année 1790, afin de préparer un plan mûrement combiné pour 1791, & de calmer toutes les inquiétudes sur l'incertitude des perceptions de 1790.

Il écartera l'idée de révoquer dans le moment les *abonnemens des provinces*.

Enfin il proposa la répartition la plus exacte des vingtièmes dès 1790.

La discussion ayant été continuée, plusieurs membres ont proposé une foule d'amendemens & divers rédactions.

Pour éclaircir la matière, il a fallu interroger le vœu de l'assemblée sur la *priorité* de ces rédactions. Elle a été accordée au décret proposé le matin.

On a fait ensuite lecture des amendemens. On demandoit d'un côté la *question préalable*, de l'autre la *division*. Après des débats, ou plutôt des conversations tumultueuses, l'assemblée a ajourné cinq amendemens & adopté celui qui porte « que les curés & vicaires à portion congrue, » ou qui n'étant pas congruistes, n'ont qu'un revenu équivalent, seront exempts de l'imposition des privilèges » jusqu'au moment où leur traitement sera augmenté. »

On a vu dans la séance de samedi que quelques pasteurs congrus, sous le nom de *congruistes*, & qui étoient dans l'assemblée, ont refusé le bienfait de cet arrêté, dans les circonstances malheureuses où l'état se trouve. C'est aux représentans de la nation à se souvenir de cette belle action, dès qu'ils s'occuperont d'améliorer le sort de ces pasteurs aussi utiles que désintéressés. La médiocrité fut toujours plus généreuse que l'opulence.

Une motion faite par M. Madier dans le cours des débats pour l'abolition du franc-fief, paroïssoit sans doute inutile après le décret qui avoit prononcé l'anéantissement du régime féodal. Cependant l'assemblée a cru devoir s'en occuper. Cette injure de la féodalité, dont le génie fiscal s'étoit emparé comme d'une invention digne de l'un & de l'autre, & qui s'étoit si prodigieusement accrue dans les mains industrieuses de la finance, étoit de nature à exciter les réclamations de ceux qui avoient tracé une déclaration des droits de l'homme ; mais ce qu'il y a d'étrange, c'est que la conservation de cet impôt aussi humiliant que désastreux, source féconde des exactions pécuniaires, de perceptions exorbitantes & d'inquisitions odieuses dans les familles, étoit réclamée dans les cahiers de la noblesse de plusieurs bailliages, en ce qu'elle formoit une ligne de démarcation entre elle & ce qu'on appelloit la *roture* ; comme si les nobles n'avoient pas intérêt eux-mêmes à détruire cette invention fiscale pour augmenter la valeur des terres jadis féodales, par un plus grand nombre d'acquéreurs ; comme si la noblesse des héritages devoit être un titre de dégradation dans leur commerce, d'avilissement pour certains propriétaires, & d'exactions commises au nom du prince.

C'est sans doute pour obéir aux mandats, que plusieurs membres se plaignoient de la suppression de ce tribut odieux ; mais l'assemblée a décidé que le franc-fief étoit aboli, & qu'il seroit fait un décret particulier sur cet objet.

On a demandé ensuite si l'abonnement des provinces seroit ajourné ; mais l'ajournement a été refusé. M. Aulon a déclaré qu'il n'avoit entendu parler que de l'abonnement des particuliers. Tout le monde sait que celui des princes & d'autres seigneurs est fixé par des arrêts du conseil à des sommes très-modiques, & infiniment au-dessous de ce qu'ils devoient payer.

M. Desprémenil demandoit que tous les abonnemens, sans distinction, même des provinces, fussent révoqués. Cette prétention étoit contraire à l'esprit du décret qui laisse les choses sur l'ancien pied pour l'année 1790; elle l'étoit encore à la justice, puisque les pays abonnés, tels que les *pays d'états*, auroient payé, si la révocation avoit eu lieu, plus que les autres provinces du royaume. Cette opération auroit nécessairement rompu l'équilibre de la manière la plus injuste. Les communes sur-tout ont défendu l'ancien état des choses, & réclamé que le mot *abonnement* ne fût appliqué qu'aux particuliers & non aux provinces.

On est allé aux voix, il a été décidé qu'il n'y ayoit pas lieu de délibérer *quant à présent*.

Un autre objet a donné lieu à des discussions; c'est la disposition qui termine l'article IV, par ces mots, & *autres facultés*; l'imposition porte sur le produit des gouvernemens, commandemens & autres places aussi lucratives qu'honorables pour ceux qui les possèdent; quelques membres s'opposoit à ce que ces revenus fussent soumis à l'impôt, mais les principes d'égalité rigoureuse, qui sont la base respectable de la législation moderne, ont anéanti ces réclamations; & le décret, tel qu'il est ici, a été adopté vers les onze heures & demie du soir.

Décret sur les impositions.

L'assemblée nationale considérant combien il importe à la sûreté de l'état, au maintien de l'ordre & au rétablissement du crédit, que le recouvrement des deniers publics ne soit interrompu sous aucun prétexte, persistant dans son décret du 17 juin dernier, par lequel elle a déclaré que les impôts & contributions continueroient d'être levés pendant la présente session, de la même ma-

nière qu'ils l'ont été précédemment ; & reconnoissant la nécessité de faire travailler promptement aux rôles de 1790 , dans la même forme que ci-devant , jusqu'à ce qu'elle puisse faire jouir les contribuables du nouveau mode d'impositions , qu'elle ordonnera pour 1791 , & dont elle veut , avec maturité , combiner la répartition.

ARTICLE PREMIER.

Les rôles des impositions de l'année 1789 , & des années antérieures arriérées , seront exécutés & acquittés en entier dans les termes présens par les réglemens.

ART. II.

Il sera fait dans chaque communauté un rôle de supplément des impositions ordinaires & directes , autres que les vingtièmes , pour les six derniers mois de l'année 1789 , à compter du premier avril dernier , jusqu'au 30 septembre suivant , dans lesquels seront compris les noms & les biens de tous les privilégiés , qui possèdent des biens en franchise , personnelle ou réelle , à raison de leurs propriétés , exploitations & autres facultés ; & leur cottisation sera faite dans la même proportion & dans la même forme qui auront été suivis , pour les impositions ordinaires de la même année , vis-à-vis des autres contribuables.

ART. III.

Les sommes provenant de ces rôles seront destinées à être réparties en moins imposé sur les anciens contribuables en 1790 , dans chaque province.

ART. IV.

Dans les rôles de toutes les impositions de 1790 , les ci-devant privilégiés seront cottisés avec les autres contribuables dans la même proportion & la même forme , à raison de toutes leurs propriétés , exploitations & autres facultés.

A R T. V.

A commencer du premier janvier 1790, tous les abonnemens sur les vingtièmes accordés à divers particuliers sont expressément révoqués, & aucun contribuable ne pourra se soustraire, sous quelque prétexte que ce soit, à cette imposition.

A R T. V I.

L'assemblée nationale fera connoître, dans le courant de l'année 1790, la forme qu'elle aura définitivement adoptée pour la conversion & la répartition générale des impositions de 1791, afin qu'il n'y ait plus à l'avenir qu'un seul & même rôle d'impositions pour tous les contribuables, sans aucune distinction, ni pour les personnes ni pour les biens.

Tel est ce décret, qui efface enfin de notre langue une dénomination aussi ridiculement barbare que les mœurs qui l'ont produite; où seront désormais les terres nobles, & les terres roturières?

On ne donnera donc plus aux terres des titres fastueux qu'à raison de leur fécondité; un sol stérile & rébelle à la charrue devra seul être qualifié de terre *en roture*, & le champ fertilisé sera soumis à l'impôt sans distinction des propriétaires.

La liberté civile & la liberté territoriale ne peuvent admettre des taxes particulières, fruit de l'ancienne servitude; la féodalité avoit également porté sa funeste influence, & sur les propriétés, & sur les tributs, & sur les personnes, & sur les opinions même. Mais si elle est détruite, il faut bien que les impôts particuliers, qui étoient l'injuste représentation, ou les vestiges malheureux de cet ancien régime doivent aussi disparoitre; on en avoit senti la justice depuis quelques années; les notables de 1787 & de 1788, les pairs du royaume, le parlement de Paris,

& plusieurs autres corps avoient déjà reconnu la nécessité de poser ces bases de la félicité publique ; il falloit un décret de l'assemblée nationale qui vint en faire une loi solennelle.

AVIS.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement a commencé au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.